

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°01/2024 (Séance publique)

REGLEMENT DE CONSULTATION RELATIF A L'ASSISTANCE ET L'ACOMPAGNEMENTCOMPTABLE ET FISCAL DE LA CAISSE DE COMPENSATION (LOT UNIQUE)

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 et paragraphe 3-b de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

Article 1	:	OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
Article 2	:	MAITRE D'OUVRAGE	3
Article 3	:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
Article 4	:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANTES LES CAPACITES ET LES QUALITES REQUISES	3-6
Article 5	:	COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
Article 6	:	MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
Article 7	:	MODE D'ATTRIBUTION	7
Article 8	:	RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	7
Article 9	:	INFORMATION DES CONCURRENTS	7-8
Article 10	:	CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8-9
Article 11	:	OFFRE FINANCIERE	9
Article 12	:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	9
Article 13	:	RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS	10
Article 14	:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	10
Article 15	:	MONNAIE DES PRIX DES OFFRES	10-12
Article 16	:	CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	12
Article 17	:	EXAMEN DES DOSSIERS ET EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES	12
Article 18	:	RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	12
Article 19	:	LANGUE DE L'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	12

ANNEXES :

- 1- *MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR*
- 2- *MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT*



ARTICLE 1 : OBJET DU REGELEMNT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix ayant pour objet l'assistance et l'accompagnement comptable et fiscal de la Caisse de Compensation-lot unique-

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est la Caisse de Compensation représentée par sa Directrice, sera désigné ci-après par « Le maître d'ouvrage ».

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions prévues par l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, ont constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Sont en liquidation judiciaire ;
- Sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Ont fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 152 du décret précité ;
- Sont représentées par plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Ayant contribué à la préparation de l'appel d'offres concerné.
- Ayant fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2-22-431 précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique comprenant :

A- Un dossier administratif comprenant :

A-1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent.
 - Pour les auto-entrepreneurs ou d'une personne physique agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée.

Appel d'offre n° : 01/2024



- S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - * une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - * un extrait des statuts de la société et/ou une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui confèrent le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - * l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne le cas échéant ;
 - * s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b- Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n° 2.22.431 précité conformément au modèle ci-joint (ANNEXE I).
- c- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu le cas échéant ;
- d- Pour les groupements, **une copie légalisée de la convention constitutive du groupement** prévue à l'article 150 du décret n°2.22.431. Cette convention doit être accompagnée **d'une note** indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations.
- e- Les pièces complémentaires :
 - Pour les coopératives ou unions des de coopératives : L'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives
 - Pour les auto-entrepreneurs : l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

A-2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n° 2-22-431 précité ;

- a- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité . Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la CNSS ou par tout organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ;
- c- Une copie du certificat d'immatriculation au registre du commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre du commerce conformément à la législation en vigueur.
- d- Des copies certifiées conformes à l'original des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, le cas échéant ;
- e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b), et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés.

A défaut de la délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou



administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

II- Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A-du I du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les prestations objet du marché ;

III- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que la coopérative ou l'union de coopérative est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué des garanties tel que prévu à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopérative est imposée.

b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues l'article 27 du décret précité.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

IV- Lorsque le concurrent est un auto entrepreneur il doit fournir :

a- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A-du I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an ;

b- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que l'auto entrepreneur est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto entrepreneur est imposé.

La date de production de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

N.B : Pour le concurrent ayant déposé le pli par voie électronique, et auquel il est envisagé d'attribuer le marché : en plus des pièces suscitées, le concurrent sera tenu de fournir l'original des pièces déposées lors des phases précédentes et ayant été à l'origine de son admission.

B- Un dossier technique comprenant :

a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations de même nature que l'objet du présent appel d'offres qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé

qualité de sa participation.

- b- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation. Les attestations de références devront porter sur les analyses des comptes comptables, une mission d'assistance dans le cadre d'une vérification fiscale ou l'audit financier et Comptable.

C- Un dossier comprenant l'offre technique :

- 1- La note méthodologique que le soumissionnaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent appel d'offres ;
- 2- Le planning de réalisation de la mission détaillant le budget temps sur site
- 3- Une équipe composée de :
 - **1 Expert-comptable**, diplômé et inscrit à l'Ordre des Experts Comptables, en qualité de chef de mission, ayant une expérience probante en matière comptable et conseil. Une expérience en matière d'examen et de refonte des schémas comptables est souhaitable.
 - **2 auditeurs** ayant un niveau de formation **Bac + 4 au minimum** dans le domaine comptable et fiscal ou équivalent, leur permettant d'exercer l'objet de la mission et attestant d'une expérience professionnelle de **5 ans au minimum**.
 - **1 Assistant comptable, de formation BAC + 3** dans le domaine de la comptabilité et fiscalité ou équivalent pour l'accompagnement et l'assistance opérationnelle en coordination avec l'équipe comptable de la CDC pour chaque volet de la mission et pour chaque avancement.

L'équipe proposée doit être appuyée par :

- Le CV de chaque intervenant co-signé par l'intéressé et le représentant habilité du concurrent ;
- Les copies certifiées conformes des diplômes selon les conditions requises.
- Le tableau d'affectation du personnel.

D- Une Offre financière comprenant :

- a. Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en annexe I. Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- b. Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global.

En cas de groupement conjoint, le groupement doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

En cas de groupement solidaire, le groupement doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

L'acte d'engagement du groupement (conjoint et solidaire) doit préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.



ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Un exemplaire du règlement de consultation ;
- Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur (annexe I) ;
- Le modèle de l'acte d'engagement (annexe II) ;

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n°2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera notifié à tous les concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE 7 : MODE D'ATTRIBUTION

Les prestations, objet du présent appel d'offres seront jugées conformément à l'article 16 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 22 du décret n°2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Pour le retrait du dossier d'appel d'offres, les concurrents sont tenus de le télécharger à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du décret n°2-22-431 précité, tout concurrent peut demander, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est

Appel d'offre n° : 01/2024



recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard 3 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les concurrents peuvent également demander tout éclaircissement ou renseignement concernant le dossier de l'appel d'offres par voie électronique via le portail des marchés publics et ce, conformément à l'arrêté n°1692-23 précité.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions prévues dans l'article 30 du décret n°2-22-431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et le présent Règlement de Consultation (RC), paraphés et signés avec la mention « lu et accepté » :

- le Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) et le présent Règlement de Consultation (RC), paraphés et signés avec la mention « lu et accepté »;
- Un dossier administratif précité (cf. article 4 ci-dessus)
- Un dossier technique précité (cf. article 4 ci-dessus) ;
- Une offre technique ;
- Une offre financière comprenant :
 - ✓ Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en ANNEXE II ;
 - ✓ Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. Celui Le bordereau du prix global doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-22-431 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé.

1- **Contenu des dossiers :**

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- **Le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation** paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par la personne habilitée ;
- **Un dossier administratif** (Cf. Article 4 ci-dessus) ;
- **Un dossier technique** (Cf. Article 4 ci-dessus) ;
- **Une offre technique.**
- **Une offre financière.**



2- Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;

L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient **trois (03)** enveloppes comprenant pour chacune :

- **La première enveloppe** : le dossier administratif, le dossier technique, **le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation** paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par **la personne habilitée à cet effet**. Cette enveloppe doit être fermée et porte de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossiers Administratif et Technique » ;
- **La deuxième enveloppe** : l'offre technique du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée et porte de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique » ;
- **La troisième enveloppe** : l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée et porte de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».

Les **trois** enveloppes visées aux paragraphes a et b ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les concurrents doivent transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 précité.

NB : Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant. Chaque pièce est signée, électroniquement et individuellement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 du décret n° 2-22-431 précité, tout pli déposé peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis et ce, conformément aux conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 précité.

Le retrait du pli envoyé par voie électronique s'effectue par le biais du même certificat ayant servi au dépôt dudit pli.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par l'article 14 de l'arrêté n°1692-23 précité et avant la date limite de remise des plis.



ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60)** jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres précité, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

ARTICLE 14 : MONNAIE DES PRIX DES OFFRES

Les prix des offres présentées par les concurrents sont exprimés en dirham Marocain.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

La commission d'appel d'offres procédera, par voie électronique, à l'examen et à l'évaluation des dossiers et des offres des concurrents et ce, conformément aux dispositions des articles 39 à 44 du décret n° 2-22-431 précité et de l'arrêté n° 1692-23 précité.

Phase 1 : Examen des dossiers administratifs, technique, le CPS et le règlement de consultation

Cet examen sera effectué conformément aux dispositions de l'article 39 du décret n° 2-22-431 précité.

L'examen par la commission des dossiers des soumissionnaires donnera lieu, selon le cas, à :

- L'acceptation de l'offre ;
- L'admission de l'offre sous réserve de l'introduction des rectifications nécessaires ;
- Le rejet de l'offre.

Phase 2 : Evaluation des offres techniques

Conformément aux dispositions de l'article 41 du décret précité, l'évaluation des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, et techniques. Pendant l'examen des offres techniques et avant de se prononcer, la commission d'appel d'offres peut demander des éclaircissements sur leurs offres techniques.



Les critères de jugement des offres sont les suivants :

Critères de notation		Notes	Documents requis
Equipe projet 50/100	Profil chef de projet : Expert-comptable diplômé inscrit à l'ordre des Experts Comptables		CV co-signé comportant toutes les informations requises en décrivant notamment les années d'expérience et les projets/missions réalisés similaires à l'objet de l'AO
	Expérience		
	Entre 5 ans et 7 ans	7	
	Plus de 7 ans	15	
	Nombre de mission similaire réalisé		
	2 points par projet/mission réalisé dans la limite de 10 pts	10	
	Auditeurs Bac + 4 au minimum dans le domaine comptable et fiscal ou équivalent		
	Auditeur 1		
	Entre 5 et 7 ans	4	
	Plus de 7 ans	8	
	Auditeur 2		
	Entre 5 et 7 ans	4	
	Plus de 7 ans	8	
	1 Assistant comptable, de formation BAC + 3 dans le domaine de la comptabilité et fiscalité ou équivalent		
	Entre 4 et 7 ans	5	
	Plus de 7 ans	9	
Méthodologie d'approche 35/100	Approche adoptée		Note méthodologique
	Note très bien détaillée	35	
	Note moyennement détaillée	15	
	Note insuffisamment détaillée	5	
15/100	Planning de réalisation		Planning de réalisation des interventions
	Note très bien détaillée	15	
	Note moyennement détaillée	12	
	Note insuffisamment détaillée	5	

B : toute offre n'ayant pas respecté l'une des conditions ci-après sera écartée :

- La production de toutes les pièces requises (diplômes, CV co-signé par le concurrent et l'intéressé, la note méthodologique, le planning de réalisation).
- Les conditions minimales requises pour chaque profil ayant trait au domaine et au niveau de formation du diplôme et à l'expérience.
- L'obtention d'une note technique totale supérieure ou égale à **70/100 pts**.



Phase 3 : Examen des offres financières

L'évaluation des offres financières se fera conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 précité.

Parmi les concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique, la commission proposera au maître d'ouvrage d'attribuer l'appel d'offres au concurrent ayant l'offre économiquement la plus avantageuse qui est celle la mieux disante par rapport au prix de référence.

NB :

- Le prix de référence est :
$$P = (\text{Estimation du Maître d'ouvrage} + (\text{somme des offres financières} / \text{Nombre des offres financières})) / 2$$
- L'offre la mieux disante est :
 - ✓ l'offre la plus proche du prix de référence par défaut ;
 - ✓ l'offre la plus proche par excès si aucune offre n'est inférieure à ce prix.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, le complément de dossier et les éléments de réponse doivent être produits par voie électronique. Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent, **est insérée, individuellement**, dans l'enveloppe électronique la concernant et signée **électroniquement et individuellement**, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter et ce, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté n°1692- 23 précité.

ARTICLE 16 : RESULTATS DEFINITIFS D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 47 du Décret n° 2-22-431 précité, le maître d'ouvrage informe l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.


ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue Arabe et/ou Française et/ou Anglaise.



Dernière page

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n° 01/2024 relatif à l'assistance et accompagnement comptable et fiscal de la Caisse de Compensation-lot unique- à Rabat

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
<p data-bbox="316 600 678 795"> Directrice de la Caisse de Compensation par Intérim Signature : Rachida AABAD - 4 MARS 2024</p> <p data-bbox="304 817 603 846">Rabat, le.....</p>	<p data-bbox="1002 499 1198 528">LE CONCURRENT</p> <p data-bbox="1018 551 1182 580">Lu et accepté</p> <p data-bbox="908 817 1206 846">Rabat, le.....</p>



ACTE D'ENGAGEMENT (Annexe 1)

A- Partie réservée à l'Administration :

Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°01/2024 du/...../.....

Objet du marché : Assistance et accompagnement comptable et fiscal de la Caisse de Compensation-lot unique- à Rabat

Passé en application de l'alinéas 1 paragraphe 1 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et alinéa b) paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

B- Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :

a / Pour les personnes physiques :⁽⁴⁾

- Je soussigné(prénom, nom, et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
- Adresse du domicile élu.....
- Affilié à ⁽⁵⁾ sous le numéro.....
- Inscrit au registre de commerce de (localité) sous le n°.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b / Pour les personnes morales :⁽⁴⁾

- Je soussigné(prénom, nom, et qualité au sein de l'Entreprise) agissant au nom et pour le compte de, (raison sociale et forme juridique de la Société) au capital social de.....
- Adresse du siège social de la Société.....
- Adresse du domicile élu.....
- Affilié à ⁽⁵⁾ sous le numéro.....
- Inscrit au registre de commerce de (localité) sous le n°.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C- Partie réservée au concurrent membres d'un groupement :

Nous soussignés ⁽⁶⁾ :

- Membre n°1 :
- Membre n°2 :
- Membre n° :

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons conjointement /solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons (prénom, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement.

E- Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- 1) Remets (remettons), revêtu de ma (notre) signature(s) un bordereau de prix global et la décomposition du montant global établi conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'offres.
- 2) M'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-même), lesquels font ressortir¹ :

Lorsque le marché est en lot unique :

- Montant hors T.V.A(en chiffres et en lettres)

Appel d'offre n° : 01/2024



- Taux de TVA :(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A :(en chiffres et en lettres)
- Montant T.V.A comprise :(en chiffres et en lettres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

- Part revenant au membre n°1 :(en chiffres et en lettres)
- Part revenant au membre n°2 :(en chiffres et en lettres)
- Part revenant au membre n°n :(en chiffres et en lettres)

La Caisse se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (postal, bancaire, ou à la T.G.R) ⁽⁰⁹⁾ ouvert au nom de(titulaire du marché) à(localité), sous relevé d'identification bancaire numéro⁽¹⁰⁾.

Fait à le.....
(Signature et cachet du concurrent)

(1) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(2) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(3) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

(4) En cas de concours, les alinéas 1) et 2) doivent être remplacés par ce qui suit :

« 1) m'engage, si le projet présenté par (moi ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement, est choisi par le maître d'ouvrage, à exécuter lesdites prestations conformément aux conditions des pièces produites par.....(moi ou notre société), en exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix détail estimatif (ou décomposition du montant global) que j'ai dressé, après avoir apprécié sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter, dont j'ai arrêté :

- Montant hors T.V.A(en chiffres et en lettres)
- Taux de TVA :(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A :(en chiffres et en lettres)
- Montant T.V.A comprise :(en chiffres et en lettres) »

« 2) m'engage à terminer les prestations dans un délai deet je m'engage, si l'une des primes prévus dans le programme du concours est attribuée à mon projet, à me conformer à aux stipulations dudit programme relatives aux droits que se réserve le maître d'ouvrage sur les projets primés (à supprimer cet alinéa, si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) ».

(5) En cas d'appel d'offres au rabais ou à majoration, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit :

« M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier de prescription spéciales, moyennant un rabais (ou une majoration) de (en pourcentage), sur le bordereau des prix –détails estimatif ».

(6) Supprimer la mention inutile.

(7) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



DECLARATION SUR L'HONNEUR ⁽¹⁾ (Annexe 2)

Objet du marché Assistance comptable et fiscale de la Caisse de Compensation. Lot unique.

A- Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

- Je soussigné..... (Nom, prénom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS ⁽²⁾ sous le numéro.....
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité)sous le n°.....
- Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽³⁾ numéro⁽⁴⁾.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) En cas de l'auto-entrepreneur :

- Je soussigné..... (nom et Prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du domicile élu.....
- Inscrite au registre du commerce national de l'auto-entrepreneur sous le numéro
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁵⁾numéro⁽⁶⁾.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

- Je soussigné..... (Nom et Prénom et qualité, agissant en nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de :
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du siège social société
- Adresse du domicile élu.....
- Affilié à la CNSS, sous le numéro ⁽⁷⁾
- Inscrit au registre du commerce, sous le numéro
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽⁸⁾numéro⁽⁹⁾.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

- Je soussigné..... (Nom et Prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).
- Numéro de tél.....
- Numéro du fax.....
- Adresse électronique
- Adresse du siège
- Affiliée à ⁽¹⁰⁾, sous le numéro
- Inscrit au registre du commerce de ⁽¹¹⁾, (localité), sous le numéro.
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise ⁽⁷⁾
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro ⁽⁷⁾



- Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché.....
- Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁽¹²⁾ numéro⁽¹³⁾

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur :

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics.
2. M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.
3. M'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - A veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent 50% du montant du marché, et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché.
 - A m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 Mars 2023.
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur.
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire.
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres⁽¹⁴⁾.
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée, à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer la procédure de conclusion du marché et de son exécution.
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts.
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré.

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023.

Fait à, le.....

(Signature et cachet du concurrent)

-
- (1) En Cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
 (2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 (3) Supprimer la mention inutile.
 (4) Le relevé d'identité bancaire(RIB) contient 24 positions.
 (5) Supprimer la mention inutile.
 (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 (7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 (8) Supprimer la mention inutile.
 (9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 (10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
 (11) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation.
 (12) Supprimer la mention inutile.
 (13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
 (14) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

